# L’Institut Montaigne propose un programme agricole en vue des élections présidentielles de 2022

16 décembre 2021

Dans un récent rapport intitulé *En campagne pour l’agriculture de demain*, fruit de nombreux entretiens et du travail d’un groupe d’experts présidé par Hervé Gaymard, l’Institut Montaigne fait un point approfondi sur les défis actuels et futurs de l’agriculture française. Ces enjeux sont déjà largement partagés : autonomie protéique, revenu des agriculteurs, renouvellement des générations, émissions de gaz à effet de serre, dégradation de l’environnement, perte de compétitivité des exploitations, rééquilibrage des régimes alimentaires, etc. Toutefois, l’approche présente deux spécificités : les auteurs se placent dans la perspective des élections présidentielles de 2022 et adoptent une entrée par la préservation de la « souveraineté alimentaire » française. Ils notent que celle-ci est une composante incontournable de la puissance de la France au XXI$^{e}$ siècle, et appellent à faire du pays la première puissance agricole durable.

Les auteurs identifient pour cela six chantiers, destinés à nourrir les débats de la campagne électorale, sur les questions agricole et alimentaire. Ces chantiers sont déclinés en de nombreuses propositions et ils suggèrent, entre autres, de mettre en cohérence les politiques agricole, environnementale et commerciale de l’Union européenne, de réduire les importations de protéines végétales et d’accroître la structuration des filières. Ils proposent également de rénover la contractualisation au sein de la chaîne de valeur, de maintenir une offre française large (des matières premières aux produits de haute qualité) et d’accélérer la transition climatique, écologique et énergétique de l’agriculture, entre autres par la production de bioénergies et le recours aux biotechnologies. Ils évoquent aussi le renforcement de l’attractivité du métier d’agriculteur et la protection du foncier. Ils recommandent enfin, très classiquement, d’accroître la transparence sur la qualité nutritionnelle et sur l’origine par l’étiquetage des produits, de promouvoir une alimentation saine et durable et de lutter contre le gaspillage.

Très riches en données et informations, les annexes du rapport traitent notamment des agricultures d’Outre-mer, soulignant leurs spécificités : charge que représentent les dépenses alimentaires dans le revenu, étroitesse des marchés, enjeux des filières banane et canne à sucre, nécessité d’une politique foncière ambitieuse, redynamisation de l’aval. Enfin, mentionnons une intéressante analyse de ce rapport, publiée sur le site d’Agriculture Stratégies par Bertrand Valiorgue, professeur à l’université Clermont Auvergne et ayant participé à l’élaboration de ce document.

Vincent Hébrail-Muet, Centre d’études et de prospective

Source : Institut Montaigne